

# La France est-elle en train de créer une magnifique industrie de l'éolienne ?

Posté le : 31 juillet 2020 11:01 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Crise financière, Analyse sectorielle, Economie et politique

Il y a deux manières de défier la pollution et en particulier celle qui aggrave le réchauffement climatique. La première est de considérer qu'il est possible, par la technique, de trouver des solutions moins consommatrices de ressources naturelles et moins productrices de rejets, ce qui se fait en Occident depuis des décennies, en accélérant le mouvement pour tenir compte des coûts externes éventuellement sous-estimés jusqu'ici. La seconde est de tenir pour acquis que cela ne suffira jamais et qu'il faut restreindre la production et la consommation de façon drastique en accumulant les mesures extrêmes qui baissent le pouvoir d'achat tout en accumulant des dépenses terrifiantes financées par les déficits et la dette.

La seconde méthode n'a, en France, aucun intérêt, parce que les enjeux urgents voire cruciaux du climat n'y sont tout simplement pas présents de façon significative. L'envahissement par les plastiques se fait majoritairement en Asie et en Afrique. Le rattrapage de croissance, qui a créé plusieurs centaines de millions d'emplois dans ces deux zones, s'est traduit et continue de se traduire par une pollution et une consommation d'énergie non compatibles avec des objectifs climatiques raisonnables, quels qu'ils soient. Et toutes les associations mobilisées par la pauvreté internationale hurlent qu'il y a encore quelques centaines de millions à enrichir !

Tant que la renverse de la natalité mondiale, prévue pour la fin du siècle par les plus optimistes, n'aura pas eu lieu, et tant que ces pays n'auront pas fait les efforts déjà réalisés par les meilleurs en Occident pour atteindre un niveau de vie correct, rien ne se passera sur le front des résultats concrets. Rappelons qu'il se crée dans le monde l'équivalent de 50 villes de la taille de Paris tous les six ans et qu'elles sont polluées à mort. On raserait Paris et les capitales régionales françaises, l'effet sur le réchauffement climatique global serait nul. L'urgence climatique en France n'existe pas. La France bénéficie d'un bilan carbone d'une qualité que la majorité des pays seront incapables d'atteindre dans le siècle qui vient, sauf surprise phénoménale. L'exemplarité a ses vertus mais pas au point de se ruiner pour rien.

Lorsque les pays pétroliers, fin 1973, ont entrepris de nous rançonner, la réaction de l'Etat français a été d'imposer des économies drastiques d'énergie, de taxer sauvagement le carburant et de créer une industrie électronucléaire massive. Pleinement souveraine, la France pouvait prendre ce genre de décision sans l'avis de personne. De quelques centrales nucléaires, on est passé rapidement à 50. On a couvert ainsi 75% de nos besoins d'électricité et près du quart de nos besoins globaux d'énergie. Framatome a fini par développer une technique proprement française. L'ancien monde !

En même temps qu'était créée cette industrie, le gouvernement imposait le chauffage à l'électricité dans les immeubles collectifs neufs et créait le TGV pour concurrencer l'avion, trop pénalisant en pétrole. Il a donc fait apparaître deux industries, le nucléaires et le TGV à vocation interne mais aussi d'exportation. Quelques soient les erreurs de Giscard, Chirac et Barre, principalement sociétales et fiscales, la croissance s'est maintenue jusqu'en 1980 sans augmentation monstrueuse de la dette. En réduisant la facture pétrolière, ils ont réduit de surcroît et considérablement l'empreinte carbone de la France qui depuis a toujours été meilleure que celle des autres.

Pourquoi ne pas, en-effet, imaginer que sous l'effet d'un volontarisme souverain la France se lance à nouveau dans une grande aventure industrielle dans les énergies « vertes », à commencer par les batteries, les voitures électriques, les éoliennes, les chaudières créant de la chaleur et du froid sans prélever de gaz ou de pétrole, les panneaux photovoltaïques, des moteurs d'avion non polluants etc. ? Et que nous puissions, grâce à ce mouvement magnifique, conquérir le monde et créer des millions d'emplois avec un bilan carbone positif (moins d'énergie fossile à effet de serre, non reproductible, consommée dans le processus de production que d'économies produites) !

Ce rêve se heurte malheureusement à la terrible réalité qui s'est imposée avec l'arrivée de Mitterrand et la destruction radicale de la compétitivité française par ses gouvernements socialistes et ceux qui se sont succédé depuis et notamment par ceux de Rocard et de Jospin qui ont, circonstance aggravante, détruit le pays en phase de haute conjoncture internationale. Encore bravo ! Les gouvernements de Hollande ont aggravé l'état d'un pays économiquement grabataire. Les errements du « narratif » du Président Macron, cette espèce de chanson de geste qu'il nous impose et qui n'a aucun rapport avec les réalités, ne font hélas rien pour améliorer réellement les choses, en éludant ou compliquant systématiquement les réformes radicales nécessaires. Ce garçon imaginaire et malade de théâtre (d'ombres), fait marcher la France à côté de ses pompes.

La France présente un formidable spectacle, aujourd'hui : des millions de chômeurs, bientôt trois mille milliards de dettes, des déficits monstrueux dans tous les domaines, une société étrillée et disjointe. La lourdeur fiscale en France est unique dans le monde développé.

Surtout, cette France massacrée n'est plus souveraine. A force de se voir comme un camaïeu de territoires destinés à se fondre définitivement dans une Union européenne mythifiée, la France est ligotée dans une réglementation et une procédure de gouvernance qui ne lui permettent plus d'investir de façon autonome dans des industries d'intérêt national en se protégeant du monde extérieur. A 26 membres, si on considère le Brexit comme fait et sans conséquences, aucune décision du type de celles prises au début des années 70 en France n'est plus possible. S'étant lancée, pour contrer le Covid, dans la gabegie infâme de 500 milliards de dépenses publiques à fonds perdus, elle n'a plus réellement de ressources pour investir seule dans quoi que ce soit.

La France n'est plus compétitive et ce qu'a montré l'affaire des masques, c'est que la production nationale triomphe jusqu'au moment où la production chinoise se remet en route. Quand on parle de production « nationale », il faut bien voir qu'étrillée dans le cadre de la zone Euro comme dans celui de la mondialisation financière effrénée et déséquilibrée, la France a été privée de ses anciens grands groupes devenus presque exclusivement des sociétés apatrides dont les plus françaises n'ont guère plus de 40% de capitaux détenus par des Français.

Ce qu'a montré l'histoire des trente dernières années, c'est l'abandon de l'industrie française, la montée d'une énararchie sans limite, avec un ensevelissement de toutes les activités dans des normes et réglementations absurdes, tentaculaires et « indémérables », la destruction de la société dite « bourgeoise » et son dynamisme, l'épanouissement d'un socialisme étouffant et bureaucratique qui pousse nombre de salariés à faire ce qui veulent et à peine plus, les déséquilibres monstrueux partout, l'accablement fiscal et la cession de nos prérogatives à l'Europe. Dès lors on ne peut même plus rêver de conserver efficacité et compétitivité. Le secteur électronucléaire est en état de mort cérébrale. Nos constructeurs automobiles résistent par leurs usines extérieures. Le TGV est un échec commercial international quasiment complet et un gouffre en France. Airbus a été donné aux Allemands et se trouve dans une situation tragique. Notre aviation souffre comme jamais. Reste le luxe et le tourisme... si jamais le corona virus le veut bien.

N'oublions pas que, de 1980 à 2020, ***le revenu moyen français a stagné***. Il n'y a plus eu de croissance depuis 40 ans. Merci Mitterrand et ses continuateurs ! Merci les Enarques

compassionnels qui se succèdent à la tête fusionnée de l'Etat et des instances politiques, tout en cédant leurs prérogatives en masse à des institutions étrangères et en acceptant une organisation économique et financière, notamment de change, totalement désastreuse. La baisse cette fois-ci de plus de 20% de l'activité sur un semestre au premier semestre 2020 n'a montré aucun impact sur le réchauffement et la pollution générale. Tout le monde sait qu'on baisserait de 50% cela n'aurait toujours pas d'impact. Mais toutes les énergies se mobilisent pour tuer un peu plus l'économie et rendre la situation effarante, avec des sophismes déroutants de sottise et d'inculture économique, comme cette idée qu'il suffit que cela coûte plus cher pour que cela crée plus d'emplois.

Alors il faut le constater avec tristesse, il n'y a strictement aucune chance que, dans le cadre actuel, se développent des industries françaises majeures capables comme en 1974 de créer des productions correspondant aux exigences nouvelles de la situation.

De tous les produits concernés, les éoliennes sont certainement ceux qui auront le plus de difficultés à s'imposer comme grande industrie nationale. Le projet éolien en France est une catastrophe tous azimuts. Etant passé il y a quelques heures devant le parc éolien situé autour des Gouvets dans l'arrière-pays du Mont Saint Michel, il était facile de constater que la douzaine d'entre elles, visibles, étaient à l'arrêt ! L'aspect esthétique est navrant. L'efficacité écologique est douteuse : plusieurs livres et études ont démontré que le bilan carbone du cycle de l'éolienne était négatif ! En gros plus on crée d'éoliennes, plus on aggrave le bilan carbone de la terre ! Le mécanisme financier mis en place est une ruine pour l'Etat français et pour le contribuable qui achète une énergie trop chère le plus souvent à un moment où il n'en a pas besoin, sans pouvoir rétroagir le moins du monde. Et les paysages sont dévastés.

La seule voie raisonnable semble se trouver vers la construction d'énormes fermes éoliennes marines qui cumulent puissance et coûts tolérables. On parle désormais d'atteindre 50 Euros le Kwh, malheureusement sans préciser s'il s'agit d'un Kwh utile ou s'il est largement perdu faute de pouvoir l'utiliser au moment où il est produit ou de savoir le stocker. L'ensemble du cycle économique de l'énergie éolienne ne se retrouve pas dans le chiffre de 50 Euros par Kwh. Tous les coûts de distribution manquent. Et une bonne partie des coûts de fabrication, engagés à l'étranger.

Presque tous les parcs européens sont fournis par Siemens-Gamesa qui s'appuie sur des produits chinois. Les Français dans cette affaire font surtout les travaux en béton en mer ou les différents appareillages pour tenir les éoliennes non implantées dans le sol. Et en partie le montage, quand il n'est pas sous-traité à des étrangers. La pression sur les coûts et la contrainte de temps fixée arbitrairement imposent le recours massif à la Chine ! La France monte et assemble les produits des autres et la Commission Européenne interdirait à la France de contrer Siemens Gamesa s'il elle décidait de le faire. L'impact écologique des productions chinoises et du transport vers l'Europe est introuvable dans les rapports accessibles. La valeur ajoutée sérieuse est en Chine avec une bonne partie de la technologie.

Autre ennui, l'impact des énormes fermes en mer sur le milieu naturel est l'objet de nombreuses interrogations. Leur résistance, dans les conditions marines, à 20 ans, n'est pas claire. La coexistence des activités littorales sur la première bande côtière n'est pas vraiment maîtrisée. On est encore beaucoup dans la Com'.

La méthode qui consiste à se donner des objectifs quantitatifs dans un délai court est anti-économique et antifrançaise. Il faut garder de la souplesse pour faire face aux aléas techniques et économiques. Et cesser les financements publics. Cela fait maintenant de très nombreuses années que des fermes marines d'énergie sont installées. Il est temps qu'elles deviennent rentables. Rien n'est totalement maîtrisé dès que l'on parle d'assurer les besoins réels des consommateurs, c'est-à-dire de fournir de l'électricité au moment où il en a besoin. Aucune des problématiques de stockage de masse n'est totalement intégrée dans le calcul économique ni ce qu'on devra faire

lorsqu'on sera en déficit de production, après avoir détruit l'électronucléaire par idéologie. On nage dans l'approximatif.

Rappelons que le prix du Kwh électrique pour le consommateur français est 0.1506 € TTC, soit un peu moins du tiers du coût de production de l'éolien en mer et que ce dernier doit encore être distribué et couvrir de nouveaux coûts. Le fuel domestique fournit pour sa part du KWH à 0.101€. Mme Pompili vient d'interdire de s'en doter après 2020. La facture énergétique des Français pour leur usage final va donc exploser. L'impact sur la baisse éventuelle du réchauffement climatique moyen ne sera pas appréciable en millièmes de degré. Mme Pompili n'a même pas tenté de le faire calculer. On ruine les Français par vertu écolo et surtout carriérisme politicien en s'aveuglant volontairement.

La France mène en matière d'éolienne, une stratégie de dépense effarante sans aucune création de filière industrielle et sans aucun impact sur le réchauffement climatique. Il est malheureusement certain que dans le cadre actuel, et avec les mentalités nouvelles que les réseaux sociaux stimulent, il ne peut pas en être autrement. Comme pour les masques, les objectifs globaux, dans l'état d'impécuniosité du pays, consiste à importer, en creusant nos déficits, pendant que les excédents allemands et chinois, déjà totalement anormaux, enflent sans mesure. Cela ne trouble personne alors que des telles dérives sont censément interdites par des traités internationaux abandonnés de facto.

Il n'y a aucun bénéfice à attendre, quelque soit le point de vue auquel on s'attache, de cette politique de curetons cinglés de la pureté écolo, saisis par la débauche démagogique du politiquement correct outrancier, politique qui est reprise avec gourmandise par l'Enarchie Compassionnelle pour justifier la perpétuation de son emprise.

La ruine des Français est au bout du chemin. Pas une belle industrie des éoliennes et encore moins la fin du réchauffement climatique.